



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Deuxième session, 57^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 32
le vendredi 27 avril 2012

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

COMITÉ PLÉNIER

10, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur le tabac.* M. Fraser.
25, *Loi modifiant la Loi sur le remboursement du crédit d'impôt pour les frais de scolarité.*
L'hon. M. Higgs.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ RENVOYÉS AU COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

22, *Loi constituant en personne morale l'Association des forestiers autorisés du Nouveau-Brunswick*. M. Bonenfant.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget principal 2012-2013

Budget de capital 2012-2013

Budget supplémentaire, Volume II, 2010-2011 (adopté le 14 décembre 2011)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

Motion 1 — L'hon. M. Northrup. Débat sur la motion le 6 décembre 2011 ; adoption de la motion le 6 décembre 2011.

Motion 4 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 24 novembre 2011.

Motion 15 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 11 avril 2012 ; adoption de la motion le 11 avril 2012.

Motion 19 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion le 13 décembre 2011 ; adoption de la motion le 13 décembre 2011.

Motion 25 — L'hon. M. Higgs. Débat sur la motion les 27, 29 et 30 mars et les 3, 4, 10 et 13 avril 2012 ; adoption de la motion le 13 avril 2012.

Motion 28 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.

Motion 34 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.

Motion 35 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 28 mars 2012.

Motion 44 — L'hon. M^{me} Blais, c.r. Adoption de la motion le 5 avril 2012.

Motion 47 — L'hon. M. P. Robichaud. Adoption de la motion le 24 avril 2012.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

DEUXIÈME LECTURE DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

12, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*. M. Boudreau.

14, *Loi modifiant la Loi sur l'évaluation*. M. Bertrand LeBlanc.

Débats ajournés

29, *Loi sur les ventes de boissons énergisantes*. M. Fraser.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 2 — M. Bernard LeBlanc, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 1^{er} décembre 2011, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement Alward a proposé des modifications du Plan de médicaments sur ordonnance qui ont doublé le montant de la contribution que doivent verser les personnes âgées, le faisant passer de 250 \$ à 500 \$;
 attendu que les personnes âgées estiment que cette augmentation trahit la promesse électorale du premier ministre de « fournir une meilleure offre aux aînés » ;
 attendu qu'une si soudaine augmentation occasionne d'importantes difficultés financières aux personnes âgées à faible revenu ;
 attendu que les coûts additionnels pourraient empêcher les personnes âgées de se procurer les médicaments dont elles ont besoin ;
 attendu que l'arrêt de médicaments pourrait nuire à la santé fragile des personnes âgées ;
 attendu que la New Brunswick Pharmacists' Association, l'Association canadienne des compagnies d'assurances de personnes et d'autres ont suggéré des façons de réaliser des économies additionnelles au titre du Plan de médicaments sur ordonnance, qui permettraient d'éviter le recours à des augmentations dramatiques des frais ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement à annuler la soudaine augmentation des frais, à honorer la promesse électorale du premier ministre de « fournir une meilleure offre aux aînés » et à examiner d'autres façons de réaliser des économies au titre du Plan de médicaments sur ordonnance.

Motion 6 — M. Bernard LeBlanc, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 1^{er} décembre 2011, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement libéral précédent a lancé en 2009 une mobilisation publique sans précédent du secteur commercial, du secteur sans but lucratif et des gens qui vivent dans la pauvreté, qui a mené à un plan bipartite de réduction de la pauvreté ;
 attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a pleinement participé au processus de mobilisation et à l'annonce du plan de réduction de la pauvreté ;
 attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, s'est dit « fier » d'avoir participé au processus et a engagé son parti à mettre en oeuvre les recommandations du groupe de travail sur la réduction de la pauvreté ;
 attendu que le premier ministre, alors chef de l'opposition, a dit, dans un article d'opinion publié par divers journaux provinciaux en novembre 2009, que nous devons en faire plus ;
 attendu que, depuis qu'ils forment le gouvernement, les Conservateurs de M. Alward n'ont pas respecté ou ont reporté plusieurs échéances importantes visant la mise en oeuvre des initiatives de réduction de la pauvreté ;
 attendu qu'il y a un grand écart entre ce qu'a dit le premier ministre Alward lorsqu'il siégeait du côté de l'opposition et ce qu'il fait depuis qu'il a formé le gouvernement ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à honorer les engagements que le premier ministre a pris lorsque, en tant que chef de l'opposition, il a manifesté son appui au plan de réduction de la pauvreté.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 21 — M. Collins, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 15 décembre 2011, la résolution suivante :

attendu que la maladie grave d'un enfant soumet souvent ses parents ou tuteurs à un stress émotif extrême et à des difficultés financières ;
 attendu que les règles actuelles en matière d'assurance-emploi ne permettent pas aux parents de recevoir des prestations lorsqu'ils s'occupent d'un enfant gravement malade ;
 attendu que les règles actuelles en matière d'assurance-emploi permettent aux travailleuses et travailleurs de recevoir des prestations lorsqu'ils s'occupent d'un parent gravement malade ;
 attendu que les parents ou tuteurs d'un enfant gravement malade n'ont pas de sécurité d'emploi lorsqu'ils prennent un congé afin de s'occuper de leur enfant ;
 attendu que les parents ou tuteurs peuvent perdre leur emploi lorsqu'ils s'occupent d'un enfant gravement malade ;
 attendu que la situation est une source d'iniquité au sein de la population active ;
 attendu que la Chambre des communes est actuellement saisie de deux projets de loi émanant de députés afin de résoudre la question ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à exhorter le gouvernement fédéral à appuyer l'adoption des projets de loi C-323 et C-542 afin de permettre aux parents d'un enfant gravement malade de prendre un congé de maladie et de garder la sécurité d'emploi lorsqu'ils prennent un congé afin de s'occuper d'un enfant gravement malade.

Motion 22 — M. Collins, appuyé par M. Fraser, proposera, le jeudi 15 décembre 2011, la résolution suivante :

attendu qu'il n'y a aucun hôpital pour enfants au Nouveau-Brunswick ;
 attendu que, par conséquent, la grave maladie d'un enfant peut obliger les parents ou tuteurs à se rendre à l'extérieur de la province pour obtenir des traitements ;
 attendu que les parents ou tuteurs doivent souvent payer eux-mêmes les frais de déplacement et d'hébergement, ainsi que d'autres frais ;
 attendu qu'aucune politique, aucun plan ni aucun fonds n'est en vigueur pour aider les parents ou tuteurs d'enfants gravement malades à payer les frais ;
 attendu qu'une telle situation crée souvent des difficultés financières pour les familles d'enfants gravement malades ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement du Nouveau-Brunswick à créer un fonds et à faire des versements sur ce fonds afin de fournir une aide financière applicable aux frais extraprovinciaux engagés par les parents ou tuteurs d'enfants gravement malades qui doivent recevoir des traitements à l'extérieur de la province.

Motion 30 — M. Fraser, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 5 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que le City Hospital, à Moncton, et l'Hôpital régional de Saint-Jean sont les deux seuls centres d'excellence en neurologie de la province ;
 attendu que les médecins et les spécialistes médicaux conviennent que le City Hospital, à Moncton, et l'Hôpital régional de Saint-Jean, en tant que centres importants de

traumatologie qui assurent des services aux gens de toutes les régions de la province, fourniraient de meilleurs soins de santé s'ils pouvaient profiter d'appareils d'imagerie par résonance magnétique 3 T ;
 attendu que le gouvernement Alward a écarté l'idée d'installer des appareils d'IRM 3 T, allant jusqu'à refuser l'offre d'une contribution de 1 million de dollars de la part d'une fondation hospitalière ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à tenir compte de l'avis de professionnels médicaux et à acheter et à installer des appareils d'IRM 3 T au City Hospital, à Moncton, et à l'Hôpital régional de Saint-Jean.

Motion 32 — M. Melanson, appuyé par M. Collins, proposera, le jeudi 5 avril 2012, la résolution suivante :

attendu qu'un grand nombre de facteurs contribuent à la croissance économique ;
 attendu qu'une main-d'oeuvre qualifiée est essentielle à la création d'emplois et à la viabilité économique ;
 attendu que le milieu des affaires a indiqué que le manque d'accès à une main-d'oeuvre qualifiée est un obstacle important à la croissance ;
 attendu que le gouvernement Alward ne s'est pas occupé de la question en élaborant un plan de création d'emplois pleinement intégré qui comprendrait des initiatives précises pour satisfaire au besoin en question ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement provincial à organiser — avant la fin de mai 2012 — et à animer un sommet provincial sur l'emploi, lequel regrouperait des parties prenantes du milieu des affaires, du secteur sans but lucratif et des établissements postsecondaires afin de comprendre les besoins, de trouver les lacunes et de proposer une solution.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 39 — M. Kenny, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que le projet de remise à neuf de Point Lepreau a trois ans de retard et dépasse le budget par 1 milliard de dollars ;
 attendu que l'ancien gouvernement progressiste-conservateur de Bernard Lord a signé en 2006 le contrat de remise à neuf, sans que ce dernier contienne de protection contre le dépassement de coûts ;
 attendu que le ministre de l'Énergie a dit à la Chambre que son gouvernement n'acceptera rien de moins qu'une indemnisation intégrale de la part du gouvernement du Canada pour le dépassement de coûts à Lepreau ;
 attendu que le premier ministre du Canada a publiquement dit que le gouvernement fédéral n'honorera que ses obligations contractuelles relativement au projet de remise à neuf ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative demande au gouvernement du Nouveau-Brunswick d'intenter une action en justice contre le gouvernement fédéral afin de récupérer le montant total du dépassement de coûts à Lepreau.

Motion 40 — M. Arseneault, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que la hausse du prix de l'essence crée des difficultés financières considérables pour les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick, surtout ceux qui habitent les régions rurales ;
 attendu que le gouvernement conservateur a augmenté la taxe sur l'essence de 2,9 cents le litre, TVH en sus, dans son premier budget, malgré sa promesse électorale de ne pas augmenter les taxes et impôts qui touchent les gens ordinaires du Nouveau-Brunswick ;
 attendu que le gouvernement provincial a perçu 247,3 millions de dollars en taxes sur l'essence en 2010-2011 ;
 qu'il soit à ces causes résolu que la Chambre exhorte le gouvernement à mettre en place sans délai un remboursement de la taxe sur l'essence pour tous les gens du Nouveau-Brunswick.

Motion 42 — M. Fraser, appuyé par M. Kenny, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que les investissements actuels dans les soins de santé préventifs donneront lieu à des économies futures en matière de soins primaires ;
 attendu que l'obésité est un obstacle important à un mode de vie sain dans notre province, dont le taux d'obésité se classe constamment parmi les taux les plus élevés du Canada ;
 attendu qu'un programme pilote de clinique d'obésité à Bathurst a aidé environ 800 patients à prendre en charge le diabète, l'hypertension et d'autres problèmes de santé liés à l'obésité ;
 attendu que le gouvernement provincial a réduit le financement de la clinique ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à rétablir le financement du programme de clinique d'obésité à titre d'investissement dans les soins de santé préventifs.

Amendement proposé par l'hon. M. Holder, appuyé par M. Savoie :
que la motion 42 soit amendée comme suit :

par la substitution, aux troisième et quatrième paragraphes du préambule, de ce qui suit :

« attendu que la plateforme de 2010 du Parti progressiste-conservateur du Nouveau-Brunswick a reconnu que « nous devons centrer notre attention vers un meilleur mode de vie en élargissant les programmes sur le mieux-être, la sensibilisation et la prévention » ;

« attendu que, depuis son élection en 2010, le gouvernement progressiste-conservateur a augmenté les dépenses pour le mieux-être et la vie saine dans ses deux budgets ; » ;

dans le paragraphe de la résolution, par la substitution, à tout ce qui suit « gouvernement provincial à », de « continuer de financer les programmes de mieux-être qui comprennent des stratégies visant à réduire l'obésité à titre d'investissement dans les soins de santé préventifs. ».

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 43 — M. Kenny, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 12 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que Brunswick Mine devrait cesser l'année prochaine ses activités à Bathurst ;
 attendu que Brunswick Mine est un employeur important du nord du Nouveau-Brunswick, comptant plus de 900 employés et plus de 1 200 emplois liés indirectement à la mine ;

attendu que la fermeture de la mine aura un effet nuisible important sur l'économie du nord du Nouveau-Brunswick ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à élaborer et à rendre publique une stratégie visant à stimuler et à améliorer l'économie du nord du Nouveau-Brunswick afin d'amortir le choc de la fermeture de la mine.

Motion 45 — M. Albert, appuyé par M. Doucet, proposera, le jeudi 19 avril 2012, la résolution suivante :

attendu que le document de discussion du gouvernement fédéral intitulé *L'avenir des pêches commerciales canadiennes* ne soutient pas suffisamment le système du propriétaire-exploitant sur lequel repose l'avenir de la pêche commerciale ;

attendu que les pêcheurs commerciaux au Nouveau-Brunswick se préoccupent du fait que le gouvernement fédéral abandonnera peut-être le système du propriétaire-exploitant pour céder la gestion du secteur à de grandes sociétés ;
 qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative du Nouveau-Brunswick exhorte le gouvernement provincial à confirmer son appui à l'égard du système du propriétaire-exploitant et exhorte le gouvernement fédéral à soutenir officiellement le système du propriétaire-exploitant.

Motion 48 — M. Doucet, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 3 mai 2012, la résolution suivante :

attendu que les gens de Moncton et des régions avoisinantes sont de plus en plus préoccupés en ce qui a trait au processus utilisé afin de sélectionner l'emplacement de la nouvelle Moncton High School ;

attendu que le ministre de l'Éducation, ainsi que le ministre des Transports et de l'Infrastructure, a refusé sans raison de fournir au public l'information sur la façon dont il a pris la décision de choisir l'emplacement de Royal Oaks ;

attendu que le ministre de l'Éducation, ainsi que le ministre des Transports et de l'Infrastructure, a même refusé de fournir l'information sur les autres emplacements à l'étude ;

attendu qu'il y a des questions légitimes sur les coûts, la sécurité, le transport et beaucoup d'autres aspects, qui méritent des réponses ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le ministère de l'Éducation, le ministère des Transports et de l'Infrastructure et le Cabinet du premier ministre à rendre publique toute information pertinente et détaillée sur le processus de sélection, y compris tous rapports, études, évaluations, recommandations et opinions, et à donner à la population la possibilité d'examiner ces documents et de poser des questions à un forum public.

Motion 49 — M. Bertrand LeBlanc, appuyé par M. Albert, proposera, le jeudi 3 mai 2012, la résolution suivante :

attendu que le gouvernement provincial a publié un modèle des commissions de services régionaux prévoyant la création de 12 commissions de services régionaux d'ici à janvier 2013 ;

attendu que plusieurs personnes expriment des inquiétudes et soulèvent des questions pertinentes concernant les commissions de services régionaux proposées ;

attendu que les séances d'information publiques du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux n'ont pas fourni aux gens l'information qu'ils ont besoin et méritent et n'ont pas répondu de façon adéquate ou suffisante au grand nombre de questions posées ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement provincial à retarder d'un an ses plans de mise en oeuvre du nouveau modèle de prestation de services régionaux afin de donner l'occasion d'avoir une consultation et une participation sérieuses, y compris des réunions publiques dans les districts de services locaux et les communautés et collectivités rurales.

Motions portant dépôt de documents

Motion 33 — M. Arseneault, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 5 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, concernant le nombre de postes vacants dans les parties I, II, III et IV de la Fonction publique du Nouveau-Brunswick, et la classification de chaque poste ou la description du poste, à partir d'aujourd'hui.

Motion 36 — M. Arseneault, appuyé par M. Bertrand LeBlanc, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, concernant le nombre total de personnes ayant fait une demande au titre du programme de report de l'impôt foncier pour les personnes âgées depuis le début du programme, soit le 1^{er} mars 2012, jusqu'à présent.

(Documents demandés déposés le 12 avril 2012)

Motion 37 — M. Fraser, appuyé par M. Bernard LeBlanc, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation — notamment la correspondance —, quel que soit le support, relative au nombre de lits désignés pour un autre niveau de soins, au nombre de lits désignés ainsi qu'au nombre des effectifs infirmiers, composés de personnel infirmier immatriculé, de personnel infirmier auxiliaire autorisé et de préposés aux soins personnels, affectés aux patients recevant un autre niveau de soins dans chacun des hôpitaux de la province.

Motion 38 — M. Doucet, appuyé par M. Haché, proposera, le jeudi 12 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la documentation — notamment la correspondance —, quel que soit le support, portant sur les négociations conduites entre l'ancien ministère de l'Approvisionnement et des Services, le ministère des Transports et de l'Infrastructure, l'ancien ministère du Tourisme et des Parcs, le ministère de la Culture, du Tourisme et de la Vie saine ainsi que tous les autres ministères et organismes du gouvernement et New Castle Hotels & Resorts et Southwest Properties relativement au Algonquin Hotel.

Motion 46 — M. Arseneault, appuyé par M. Landry, proposera, le jeudi 19 avril 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance — quel que soit le support, par moyen électronique ou autre, liés à l'exploitation d'élevages de cerfs de Virginie au Nouveau-Brunswick, depuis le 1^{er} décembre 2010.

Motion 50 — M. Fraser, appuyé par M. Boudreau, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, échangés entre le ministère de la Santé et le Réseau de santé Horizon, le Réseau de santé Vitalité, les autres ministères, les organismes gouvernementaux et les corporations de la Couronne relativement aux listes des patients orphelins tenues par le Réseau de santé Horizon et le Réseau de santé Vitalité, notamment le nombre de personnes, par région, actuellement sur les listes d'attente pour un médecin de famille.

Motion 51 — M. Kenny, appuyé par M. Arseneault, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — y compris la correspondance —, quel que soit le support, échangés entre les ministères, les organismes, les agences ou le personnel des gouvernements fédéral et provincial en ce qui a trait à la remise à neuf de Point Lepreau depuis le 31 mars 2011.

Motion 52 — M. Fraser, appuyé par M. Melanson, proposera, le jeudi 3 mai 2012, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents — notamment la correspondance —, quel que soit le support, en la possession du ministère de la Santé, du Cabinet du premier ministre, de ministres ou de députés, du personnel de ministres ou de députés, du Réseau de santé Vitalité ou d'autres ministères, organismes ou corporations de la Couronne relativement au centre provincial d'excellence en matière de cancer du sein, depuis le 10 octobre 2010.

Motions réglées

Motion 5 — M. Collins. Débat sur la motion le 15 décembre 2011 ; rejet de la motion le 15 décembre 2011.

Motion 7 — M. Melanson. Débat sur la motion le 1^{er} décembre 2011 ; adoption de la motion amendée le 1^{er} décembre 2011.

Motion 20 — M. Fraser. Débat sur la motion le 15 décembre 2011 ; adoption de la motion amendée le 15 décembre 2011.

Motion 29 — M. Melanson. Débat sur la motion le 5 avril 2012 ; adoption de la motion amendée le 5 avril 2012.

Motion 31 — M. Kenny. Débat sur la motion le 26 avril 2012 ; rejet de la motion le 26 avril 2012.

Motion 41 — M. Fraser. Débat sur la motion le 12 avril 2012 ; adoption de la motion amendée le 12 avril 2012.

Motions retirées (documents déposés)

Retrait des motions 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 23, 24, 26 et 27 le 4 avril 2012.

PÉTITIONS

- 1, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 2, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 3, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 8 décembre 2011)
- 4, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 5, M. Fraser — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 6, M. Albert — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 7, M. Melanson — présentée le 24 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 8, M. Fraser — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 9, M. MacDonald — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 10, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 11, M. Boudreau — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 12, M. Arseneault — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 13, M. Kenny — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 14, M. Collins — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 15, M. Doucet — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 16, M. Melanson — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 17, M. Haché — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 18, M. Albert — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 19, M. D. Landry — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 20, M. Bernard LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 21, M. Fraser — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 22, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 29 novembre 2011. (Réponse, le 13 décembre 2011)
- 23, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 24, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011.

- (Réponse, le 7 février 2012)
- 25, M. Arseneault — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 26, M. Haché — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 27, M. Bernard LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 28, M. Collins — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 29, M. Kenny — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 30, M. Albert — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 31, M. Doucet — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 32, M. D. Landry — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 33, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 34, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 19 décembre 2011)
- 35, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 36, M. Fraser — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 37, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 38, M. Boudreau — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 11 janvier 2012)
- 39, M. Melanson — présentée le 30 novembre 2011. (Réponse, le 4 janvier 2012)
- 40, M. Boudreau — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 41, M. Riordan — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 4 janvier 2012)
- 42, M. Fraser — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 43, M. Savoie — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 21 décembre 2011)
- 44, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 6 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 45, M. Fraser — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 46, M. Jack Carr — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 20 décembre 2011)
- 47, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 8 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 48, M. Fraser — présentée le 9 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 49, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 9 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 50, M. Fraser — présentée le 13 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 51, M. Bernard LeBlanc — présentée le 14 décembre 2011. (Réponse, le 12 janvier 2012)
- 52, M. Riordan — présentée le 15 décembre 2011. (Réponse, le 24 janvier 2012)
- 53, M. Bonenfant — présentée le 15 décembre 2011. (Réponse, le 24 janvier 2012)
- 54, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 55, M. Albert — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 56, M. Melanson — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 57, M. D. Landry — présentée le 16 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 58, M. Fraser — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 59, M. Fraser — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)
- 60, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 20 décembre 2011. (Réponse, le 7 février 2012)
- 61, M. Fraser — présentée le 21 décembre 2011. (Réponse, le 13 janvier 2012)

- 62, M. Fraser — présentée le 28 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 63, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 28 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 64, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 30 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 65, M. Fraser — présentée le 30 mars 2012. (Réponse, le 10 avril 2012)
- 66, M. Collins — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 16 avril 2012)
- 67, M. Fraser — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 17 avril 2012)
- 68, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 3 avril 2012. (Réponse, le 17 avril 2012)
- 69, M. Fraser — présentée le 3 avril 2012.
- 70, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 3 avril 2012.
- 71, M. Boudreau — présentée le 4 avril 2012.
- 72, M. Melanson — présentée le 4 avril 2012.
- 73, M. Fraser — présentée le 4 avril 2012.
- 74, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 4 avril 2012.
- 75, M. Fraser — présentée le 5 avril 2012.
- 76, M. Bertrand LeBlanc — présentée le 5 avril 2012.
- 77, M. Doucet — présentée le 5 avril 2012. (Réponse, le 26 avril 2012)
- 78, M. Fraser — présentée le 12 avril 2012.
- 79, M. Collins — présentée le 12 avril 2012.
- 80, M^{me} Blais, c.r. — présentée le 24 avril 2012.

RAPPORTS DE COMITÉS

Premier rapport du Comité permanent des soins de santé
— présenté le 30 novembre 2011.

Premier rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
— présenté le 12 avril 2012.

Premier rapport du Comité permanent des prévisions budgétaires
— présenté le 24 avril 2012.

RÉUNION DE COMITÉS

Le Comité d'administration de l'Assemblée législative se réunira le mercredi 2 mai 2012 à 12 h 30, à la salle de conférence du président.

Loredana Catalli Sonier, c.r.,
greffière de l'Assemblée législative